

MÉTROPOLE Alain Juppé a déjà déclaré ne pas vouloir ouvrir le dossier du péage. Les élus le suivent, mais pas tous

LA RÉDACTION GIRONDE
girond@sudouest.fr

La métropole bordelaise est désormais l'une des plus embouteillées de France. L'une des solutions pour limiter la circulation, en particulier du trafic de transit, pourrait être celle d'un péage urbain. Idée rendue possible par le gouvernement qui va permettre d'utiliser ce levier en la faisant figurer dans sa loi sur les mobilités.

Mais comme d'autres patrons de métropoles, notamment à Marseille ou Nice, Alain Juppé a confirmé la semaine dernière qu'il n'y est pas favorable. Comme il l'indiquait déjà l'an dernier à « Sud Ouest », il n'est pas question dans son esprit de faire payer les automobilistes pour entrer sur la métropole ou la ville de Bordeaux. Il n'est pas hostile en revanche à l'idée de « faire payer les camions ».

Bien entendu, tous les élus de sa majorité à la Métropole le suivent dans ce sens. C'est notamment le cas du maire de Pessac, Franck Raynal. Il

est clairement opposé à un péage urbain dans l'agglomération pour les véhicules particuliers. « Les contraintes qui pèsent sur les automobilistes sont suffisantes, si on doit encore rajouter des péages urbains, ça va être très compliqué, en particulier pour

« On ne peut pas dire aux plus pauvres, qu'on n'ont pas les moyens, de rester aux portes de la ville »

ceux qui viennent de plus loin », estime-t-il. Selon lui, ce ne sont en effet pas les habitants de la métropole qui seraient pénalisés par un tel dispositif mais tous ceux qui viennent de l'extérieur « pour travailler, se soigner, remplir des formalités administratives ou pratiquer des loisirs ».

Tout comme Alain Juppé, il est en revanche plus partisan d'un péage pour les poids lourds sur la rocade afin de « fluidifier le trafic » et « garan-

tir une qualité de circulation », au moins en début et fin de journée. « Dans les multiples débats qui ont eu lieu au niveau de la métropole, cette possibilité a clairement été envisagée et évoquée », rappelle-t-il, alors que cette mesure nécessiterait selon lui l'aménagement de parkings de stockage en amont de la rocade pour les camions qui ne souhaiteraient pas s'insérer sur la voie rapide.

Nondes maires socialistes

Mais même dans le camp de gauche à la Métropole, pour l'essentiel composé de maires socialistes, l'idée d'un péage urbain ne plaît pas. Pour Alain Arziani, maire de Mérignac, « j'y suis défavorable, sauf pour les poids lourds auxquels il faudrait appliquer des taxes dissuasives. J'y suis opposé pour les automobilistes parce que ça revient à faire peser la question de la qualité de l'air sur les pauvres. C'est préparer une ville réservée aux riches. Il paraît d'ailleurs que dans certaines communes où le péage urbain est mis en place, on n'y voit que de bel-



Bordeaux est une des métropoles les plus embouteillées de France. (PHOTO ARCHIVES FABRIEN COTTE/REAL)

les voitures. Il y a un aspect discriminatoire qui ne me convient pas. Politiquement, on ne peut pas dire aux plus pauvres, qui n'ont pas les moyens financiers, de rester aux portes de la ville ».

La maire socialiste de Bruges, également interrogée, n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet mais a simplement souligné « son accord avec Alain Juppé ». Quant aux maires de la rive droite, comme celui de Cenon, le socialiste Jean-François Egron, le son de cloche est à peu près identique : « Le péage urbain n'est pas la solution unique au problème de circu-

lation et ce n'est pas la meilleure solution non plus. Les maires de la rive droite sont d'accord sur le fait que la priorité est d'abord de compléter l'offre de tramway, par exemple avec un Bus à haut niveau de service Bassens-Campus et une liaison reliant la gare de Cenon au pont Chaban-Delmas. Elle est ensuite de déplacer des parcs relais aux entrées de la rocade, au lieu de les mettre à l'intérieur des communes où se répercute l'excès de trafic automobile de la rocade ». Autrement dit, la Métropole bordelaise ne risque pas de voir un péage à ses portes de sitôt.

Il y a ceux qui veulent l'étudier

RÉACTIONS Des écologistes et Vincent Feltesse ne veulent pas fermer la porte

Dans ce projet de péage urbain qui sera bientôt rendu possible par le gouvernement, il n'y a pas que des opposants, à l'image d'Alain Juppé et de la plupart des maires de la Métropole. Ainsi, Clément Rossignol-Puech, maire écologiste de Bègles, souhaite que l'on se penche sur la question : « Je suis favorable au principe d'une étude. La question de l'accès réglementé dans Bordeaux, mais aussi, pourquoi pas, dans l'intra-rocade, n'est pas facile mais il faut nous montrer responsable et considérer que la pollution occasionne 40 000 à 50 000 par décès par an. On peut tout envisager : l'accès gratuit par badge pour les résidents, pour les commerçants, pour les artisans qui ont des chantiers, aussi pour le covoiturage. On peut aussi imaginer de prendre en compte des critères sociaux. J'estime cependant que ce type de décision doit revenir à l'État, que celui-ci ne doit pas se défausser sur les collectivités locales. Cette manière de procéder conduira à des différences de règles d'une ville à l'autre, comme ce fut le cas avec la question des rythmes scolaires, ce qui n'est pas souhaitable dans un souci de cohérence nationale. » Du côté de Mérignac, l'élu écologiste passé de EELV à LRBM, Gérard Chaussat, souhaite également que l'on



Clément Rossignol. ARCHIVES « SD »

mette ce dossier sur la table. « On doit évidemment étudier la question du coût social et proposer de vraies alternatives, mais il ne faut pas se priver d'étudier une solution qui pourrait être mise en œuvre selon de très nombreuses modalités. La technologie nous permettrait de nous adapter aux différentes situations pour ne pas pénaliser les habitants. » Le socialiste Vincent Feltesse, ex-président de la Communauté urbaine de Bordeaux, estime « irresponsable de fermer la porte à cette solution ». « On sait désormais qu'un péage a un impact très fort sur le trafic. Il y a évidemment des inconvénients, mais on doit pouvoir en discuter. »